

Enjeux, difficultés et perspectives de la démocratie participative: une synthèse des travaux de la Rencontre mondiale Démocratie Participative (Rhône-Alpes, 10, 11 et 12 décembre 2007)

*Lecture transversale des cartes conceptuelles synthétisant les différents ateliers ,
présentée par Pierre Calame lors de la session plénière de conclusion de la
rencontre, le 12 décembre*

Pierre Calame

FPH/Rhône Alpes, 12 décembre 2007, 21 pages (bip 3588)

Résumé

La région Rhône Alpes, en partenariat avec le Grand Lyon, a organisé du 10 au 12 décembre 2007 la première rencontre mondiale sur la démocratie participative (www.democratie2007.rhonealpes.fr/). Elle a permis de confronter les réflexions et expériences menées dans la région à celles qui se développent à différentes échelles et dans différents pays. Cette confrontation s'est opérée dans de nombreux ateliers et sous ateliers. La restitution des travaux de ces ateliers a été faite de façon homogène, en utilisant une méthode de cartographie conceptuelle, autour de trois grands thèmes : constats et enjeux, difficultés et problèmes, préconisations. Une première synthèse en a été présentée en séance plénière finale le 12 décembre. Vous la trouverez ci-après. Elle révèle un grand niveau de lucidité de la part des participants : pour que la démocratie participative contribue à renouveler en profondeur la pratique de la gouvernance, il faut à la fois une grande exigence méthodologique, une claire vision des défis à relever et un processus d'apprentissage organisé dans la durée. Cette première conférence mondiale peut en constituer le point de départ.

Mots-clés thématiques : DÉMOCRATIE PARTICIPATIVE

Mots-clés méthodes : MÉTHODE CARTOGRAPHIQUE ET RENCONTRE INTERNATIONALE; ANALYSE TRANSVERSALE

Réf. : intranetfph/bip/3588, D3g_C1r - Rencontre sur la démocratie participative, C3c_C2I1 - Document de synthèse à partir d'une analyse cartographique, cahier mapeadores

AVERTISSEMENT

Le présent document est une lecture transversale des travaux de la Rencontre.

La conduite des débats et la restitution de leurs enseignements et travaux devaient être cohérentes avec leur objet. D'autant plus que, comme l'ont souligné plusieurs ateliers, la légitimité de la démocratie participative découle de la rigueur des méthodes mises en œuvre autant que des intentions qui l'inspirent.

Nous avons donc eu systématiquement recours, souvent pour l'animation et toujours pour la restitution des exposés et débats, à une méthode de cartographie des concepts permettant de capter les idées essentielles, en distinguant :

1. les constats et enjeux,
2. les difficultés et problèmes,
3. les préconisations,
4. les expériences.

Ce travail de collecte a été mené par Économie et Humanisme avec le concours d'une équipe d'étudiants. Il a permis de produire une carte par sous-atelier, validée autant que possible par les participants.

Plus de 800 idées ou propositions à l'issue des seuls ateliers du lundi constituent avec la production du mardi dans les forums et les agoras le matériau de la rencontre.

L'exploitation de ce riche matériau s'est déroulée en deux étapes (voir schéma ci-contre) :

1. Le regroupement des constats, problèmes, préconisations, etc. de tous les sous-ateliers d'un même atelier afin de parvenir à des reformulations synthétiques atelier par atelier tout en maintenant la distinction entre enjeux, problèmes et préconisations (les expériences ont été traitées avec les préconisations). 80 regroupements ont été établis à cette étape, soit un rapport de 1 à 10. Ce sont ces regroupements qui constituent le matériau des cartes qui suivent.

Note : le numéro du regroupement indique son origine : s1_ correspond à l'atelier de Grenoble, s2_ à celui de Valence, s3_ à celui de Saint-Etienne et s4_ à celui de Lyon.

2. L'établissement, par un nouvel effort d'appariement cette fois-ci transversal aux quatre ateliers, d'un petit nombre d'axes stratégiques qui reflètent les enseignements de la Rencontre.

Le processus d'élaboration de la lecture transversale est donc parfaitement transparent. L'ensemble des cartes sera disponible sur le site web de la rencontre (www.democratie2007.rhonealpes.fr). Chacun pourra, s'il le souhaite, reconstituer le chemin qui va d'un énoncé particulier d'un sous-atelier à un axe stratégique ou, en sens inverse, voir comment, de proche en proche, un axe stratégique a émergé de ces appariements successifs.

Dans le présent document synthétique ne figure que le point d'aboutissement de la démarche : les axes stratégiques commentés avec la carte des regroupements appartenant à ces axes.

Du fait de délai de production de ce document, seuls les travaux des ateliers du lundi 10 décembre ont pu être pleinement exploités. Le résultat des travaux des forums et des agoras sera également disponibles sur le site web de la rencontre.

Production des sous-ateliers

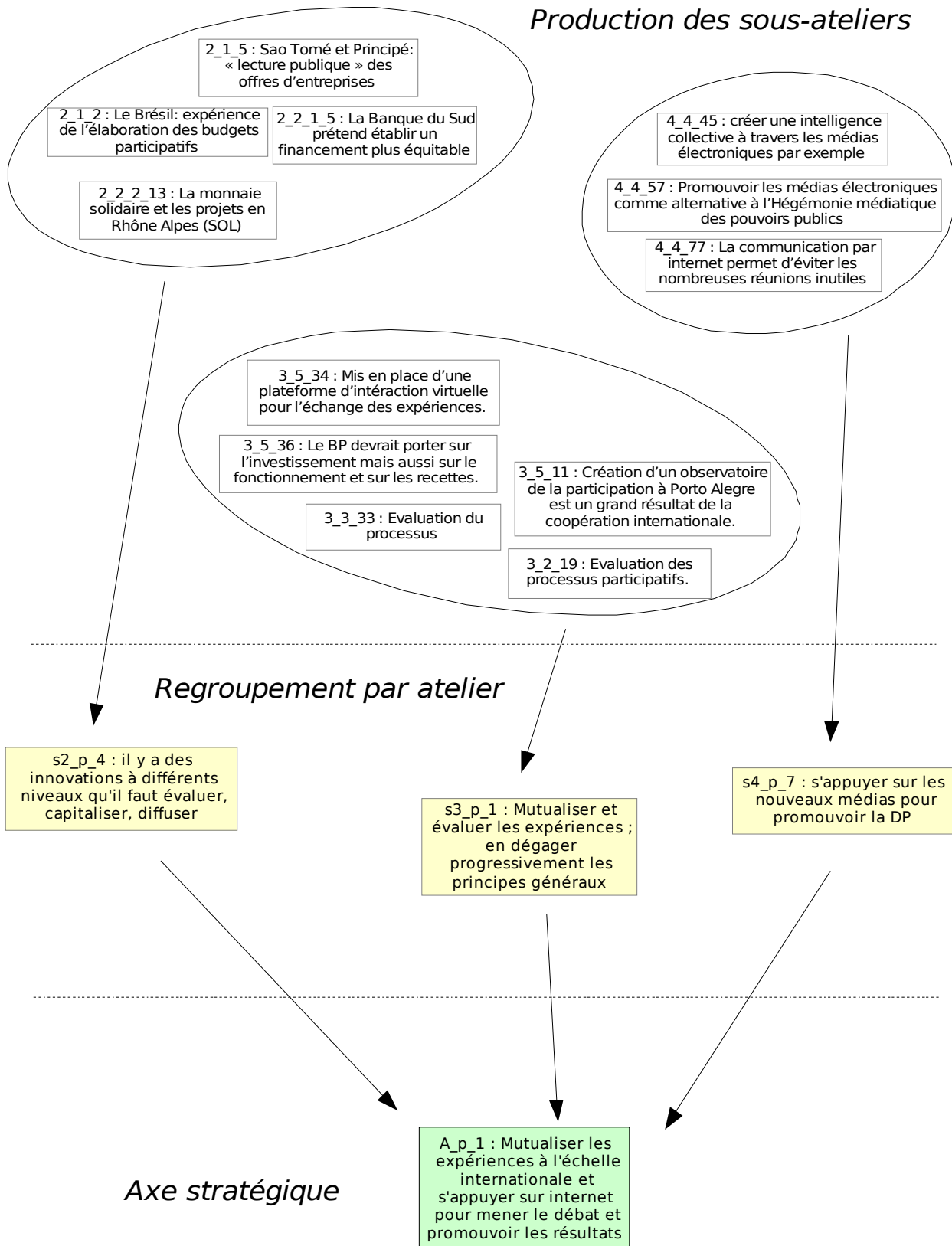


Schéma du processus

Constats et enjeux

La démocratie participative est parfois évoquée pour elle-même, **comme si c'était un courant de pensée autonome, comme si elle avait une valeur en soi**. C'est notamment le cas pour certaines méthodes de démocratie participative au niveau local, comme le « budget participatif », inspiré au départ de l'expérience de la ville brésilienne de Porto Alegre, parfois abusivement hissée par des institutions internationales au rang de recette infaillible de bonne gouvernance et de mobilisation de la population.

La rencontre mondiale aboutit à la conclusion inverse. Elle situe le mouvement de la démocratie participative dans une réflexion critique à l'égard des modes actuels de développement et de gouvernance, elle précise les conditions auxquelles cette démocratie participative prend tout son sens, elle souligne l'ampleur des transformations nécessaires pour que la démocratie participative devienne une modalité à part entière de la gouvernance, elle montre enfin qu'il ne suffit pas d'appeler de ses vœux la démocratie participative mais qu'il faut la construire avec rigueur et opiniâtreté.

1. La crise des modèles de développement et des modèles de gouvernance appelle des réponses nouvelles : la démocratie participative fait partie de cette recherche, encore bien loin d'être aboutie

La démocratie participative ne naît pas « toute seule », elle ne tombe pas du ciel.

Ce qui est commun à tous les ateliers, c'est l'idée que la démocratie participative s'inscrit dans une réaction générale à l'égard des modèles actuels de développement et de gouvernance. C'est pourquoi le parallèle est souvent fait par les participants entre démocratie participative, dans le champ politique, et recherche d'une économie plurielle, responsable et solidaire dans le champ économique. La conscience d'une crise est favorable à l'innovation et

celles-ci jaillissent de toute part et se nourrissent mutuellement, se transfèrent du politique au social et à l'économique ou vice-versa.

Mais réagir à une crise ne signifie pas pour autant que l'on a été en mesure d'élaborer une alternative globale satisfaisante. Force est de reconnaître que pour l'instant, aussi bien la démocratie participative locale que l'économie solidaire constituent des pistes intéressantes comme , à l'échelle mondiale, la conscience de l'incapacité des États à réguler des dynamiques économiques et scientifiques d'ampleur mondiale ou comme l'émergence d'une réflexion sur les biens publics mondiaux. Il faut parler de piste de solution plutôt que de solution.

2. La démocratie participative prend tout son sens si elle relie sur de nouvelles bases du local au mondial et redonne aux citoyens une maîtrise et un engagement sur les grands défis de notre temps

Une démocratie participative réduite au niveau local et à des questions d'aménagement urbain ou à la gestion des services publics, pour respectable qu'elle soit, n'a pas de sens. Elle doit s'inscrire dans une perspective plus large, celle de redonner à la citoyenneté et à la **démocratie** leur sens profond : la capacité de chacun, en se reliant aux autres, à retrouver une maîtrise sur sa destinée. C'est pourquoi des démarches de démocratie participative qui permettent de **relier les différentes échelles du local au global**, d'aborder les grands défis de notre temps tels que la construction d'une société durable, l'orientation des sciences et des techniques ou la gouvernance, c'est-à-dire le mode même de gestion de la société, sont si importantes.

C'est ce double volet de renforcement très local de la capacité de tous les secteurs de la population de s'engager dans une logique de coopération et de solidarité et d'engagement, y compris à l'échelle mondiale, sur les grands défis de notre temps qui donne toute sa valeur à l'effort d'innovation entrepris.

3. La démocratie participative s'inscrit dans un processus d'ensemble qui conduit à redistribuer les pouvoirs, à remettre en cause les institutions, à construire une culture de la coopération et de la responsabilité et à considérer la gestion des biens communs comme le résultat de cette coopération

La démocratie participative ne peut pas marcher « toutes choses égales par ailleurs ». Le parallèle est souvent fait entre décentralisation et processus participatif, comme les deux faces d'une même monnaie. Il en va de même du parallèle avec une économie plurielle et solidaire. Nous étions habitués à des monopoles du savoir et de l'exercice de l'autorité politique et économique. Nous étions habitués à distinguer la gestion par les institutions publiques des biens publics et de la gestion du bien privé par les entreprises. Nous étions habitués à la compétition. Nous étions habitués à la revendication des droits. Nous étions habitués à voir le rapport entre le local et le global comme un emboîtement de poupées russes. C'est chacun de ces présupposés qui est ébranlé. Le lien entre le local et le mondial peut se faire à travers des réseaux. Le bien public est le fruit de la coproduction et de la coopération entre acteurs. Le droit doit être équilibré par la responsabilité. La frontière entre biens privés et biens publics devient parfois floue.

C'est en abordant toutes ces questions à la fois que l'on donne aux mouvements de la démocratie participative leur sens et leur place historique.

4. La démocratie participative suppose une grande rigueur et appelle un apprentissage international

La légitimité de la démocratie participative n'est pas uniquement une question de bonne volonté. Elle repose sur la qualité et la rigueur des méthodes qu'elle met en oeuvre. Il n'y a aucune formule magique. Seul un effort permanent de confrontation des méthodes, chacune replacée dans son contexte particulier, permet progressivement de construire l'apprentissage nécessaire. De même, il s'agit d'un équilibre subtil entre initiative citoyenne

et pouvoirs publics. On peut l'étouffer en croyant l'aider, en particulier en formalisant trop hâtivement ce qui appelle au contraire un effort constant d'invention.

A_e_2 : La démocratie participative prend tout son sens si elle relie sur de nouvelles bases le local au mondial et redonne aux citoyens une maîtrise et un engagement sur les grands défis de notre temps.

s1_e_8 : La DP trouve sa source dans la défiance à l'égard du politique

s1_e_1 : le principe des BPM est clair. Mais quels biens en font partie ? La santé ? L'éducation ? Quels liens ont-ils avec les droits humains ?

s4_e_2 : la DP au niveau local est-elle le reflet de la crise de la démocratie et des modèles de développement ou une véritable réponse à cette crise ?

A_e_1 : La crise des modèles de développement et des modèles de gouvernance appelle des réponses nouvelles ; la démocratie participative fait partie de cette recherche, encore bien loin d'être aboutie.

s2_e_2 : le cadre classique de la souveraineté nationale ne permet pas de réguler des dynamiques économiques et scientifiques

s4_e_3 : la DP assume-t-elle mieux que la démocratie classique le lien entre diversité et unité, entre intérêts individuels et intérêts collectifs ?

s2_e_3 : les solutions alternatives inventées jusqu'à présent sont marginales

s3_e_2 : les crises doivent être utilisées pour faire émerger des innovations, politiques, sociales et économiques

s4_e_4 : la DP n'a de sens qu'en reliant les différentes échelles du local au global

s1_e_4 : La gestion des BPM requiert d'associer les populations, les femmes, les jeunes, d'articuler les échelles, de faire prévaloir la logique de coopération et de solidarité ; la coopération ne doit pas tuer la dynamique locale.

s1_e_7 : La démocratie participative et l'action locale solidaire réintroduisent les populations dans la politique

s2_e_1 : le mode de développement actuel n'est pas satisfaisant

s4_e_8 : la DP, pour prendre son sens, doit porter sur les grands défis de notre temps : la société durable, les sciences et techniques, la gouvernance

s4_e_6 : la mutation culturelle doit privilégier les jeunes et leurs réseaux

s2_e_4 : le développement repose sur la mobilisation combinée des ressources, cognitives humaines, physiques et financières internes et externes (exemple de la difficulté d'une mobilisation intelligente des ressources pétrolières)

Constat et/ou enjeux

s1_e_3 : le fonctionnement des organisations internationales actuelles ne permet pas de préserver les PBM ; il faut en repenser la gouvernance pour les rendre plus justes et plus efficaces

s2_e_5 : la décentralisation et les processus participatifs sont favorables à un développement authentique

s4_e_1 : La DP fait partie d'un mouvement plus large de transformation culturelle reliant le local au mondial et se fondant sur la responsabilité, la coopération et la coproduction du bien public

s3_e_1 : la diffusion internationale des méthodes de budget participatif justifie une mise en réseau des expériences et leur évaluation

s4_e_10 : la légitimité de la DP repose sur la qualité et la rigueur des méthodes qu'elle met en œuvre

s3_e_4 : il y a une relation entre l'approche participative de la gestion publique et la reconnaissance d'une économie plurielle et solidaire

s1_e_2 : Qui doit gérer les BPM ? Quelle répartition des rôles entre population, entreprises, état et organisations supranationales (UNESCO) ? Comment les articuler avec les biens privés ?

s3_e_3 : le défi est de construire une culture de la coopération, de la participation et de la reconnaissance mutuelle enracinée dans la société

s4_e_5 : la DP et la décentralisation s'inscrivent dans une vision nouvelle de la redistribution des pouvoirs et de la relation entre local et global (réseau, intelligence collective)

s1_e_9 : La formalisation de la DP peut casser la dynamique et nuire à son développement

s1_e_10 : Comment communiquer sans outrageusement simplifier ?

s1_e_6 : La démocratie participative ce sont les corps intermédiaire (syndicats)

A_e_3 : La démocratie participative s'inscrit dans un processus d'ensemble qui conduit à redistribuer les pouvoirs, à remettre en cause les institutions, à construire une culture de la coopération et de la responsabilité et à considérer la gestion des biens communs comme le résultat de cette coopération.

s4_e_9 : la DP est porteuse d'une transformation profonde des institutions publiques et scientifiques

A_e_4 : La démocratie participative suppose une grande rigueur et appelle un apprentissage international.

Difficultés et problèmes

Ce qui est frappant dans la rencontre mondiale, signe de la maturité du mouvement international en faveur de la démocratie participative, c'est que tous les participants ont déjà expérimenté sous une forme ou sous une autre une démarche participative et de ce fait en voient à la fois les limites et les obstacles. Les difficultés rencontrées sont en fait à la mesure des innovations et mutations que l'introduction de démarche participative introduit dans la gouvernance.

1. La conception de la démocratie participative renvoie à la question plus large de la légitimité

Traditionnellement, dans nos pays démocratiques, on associait automatiquement l'idée de légitimité d'exercice du pouvoir et l'idée de légalité : comment des responsables politiques élus n'exerceraient-ils pas légitimement le pouvoir aux yeux de leurs électeurs ?

Or, soulignent les participants, la confiance manque souvent dans la démocratie. Légalité et légitimité ont divorcé. Le cas de la dette extérieure est intéressant à cet égard. Au fil des années on est passé de la revendication de l'annulation de la dette des pays pauvres, qui aurait eu comme corollaire que ceux-ci n'auraient plus jamais eu l'accès au crédit international, à l'idée que les peuples n'avaient pas à rembourser une dette « illégitime ». Or cette illégitimité n'est pas associée seulement aux dictatures. Les démocraties aussi peuvent avoir détourné l'argent de la dette des besoins de leurs citoyens. L'ouverture du débat sur la légitimité de l'exercice du pouvoir est capitale pour l'avenir de la démocratie participative dont est souvent dénoncée l'absence de légitimité au regard de celle que confèrent les élections aux pouvoirs politiques en place. La démocratie participative introduit un autre ordre de légitimité, celui qui découle de son processus même.

2. Il est facile de dénaturer la démocratie participative et d'en faire un slogan sans contenu, créateur de futures désillusions, sans prise réelle sur les défis du monde

Il serait dangereux d'idéaliser la démocratie participative, d'en faire la manifestation d'une sorte de démocratie authentique, par opposition à une démocratie représentative dont le modèle aurait été imposé de l'extérieur. De même est-il dangereux de céder à une sorte de « basisme » qui ferait du citoyen, hors des corps intermédiaires et des instances élues, le détenteur du vrai et du bien.

La démocratie participative peut être imposée, notamment dans les pays du sud, comme une nouvelle recette plaquée sur la société. Limitée à ceux qui, par leurs moyens de s'exprimer ou leur temps disponible, ont seuls une part active au processus participatif, elle peut être tout aussi excluante et même plus (pour les femmes ou les plus pauvres comme l' a souligné l' Agora des femmes) que la démocratie classique.

Il est tentant aussi, pour les partis politiques et les pouvoirs traditionnels, de surfer sur la mode et de récupérer voire d'instrumentaliser les démarches participatives. Enfin, circonscrite au niveau local, elle devient la cour où les petits s'amusent pendant que les grands travaillent à Paris, Bruxelles ou Washington.

3. La transformation des cultures et des institutions qu'appelle la démocratie participative sera difficile et implique une stratégie à long terme qui fait souvent défaut

Se donne-t-on le temps de la transformation ? La première question, particulièrement préoccupante, tient à la **durée nécessaire** pour conduire un changement culturel profond des pratiques citoyennes mais aussi des fonctionnements administratifs et politiques alors que les défis mondiaux sont brûlants.

Très souvent, **les avancées de la démocratie participative se heurtent à la résistance des appareils institutionnels**, à la fois cloisonnés et assis sur leur autorité. Même si démocratie participative et économie solidaire sont à la mode, ils ne sauraient faire oublier que le modèle actuel de développement et d'exercice du pouvoir reste bien assis et il est difficile de trouver à l'échelle internationale des institutions ayant la volonté d'agir dans la durée.

4. Sans inscription de la démocratie participative dans une nouvelle pensée sur l'articulation des échelles de gouvernance et un nouvel équilibre des droits et des responsabilités, elle ne sera pas à la mesure des défis

Ce thème on l'aura noté, revient sans cesse. On le retrouve d'ailleurs dans le champ de l'économie : comment dans une économie sociale et solidaire va-t-on du local au mondial ? Comment penser une stratégie de développement à une seule échelle ? Il ne suffit pas d'accoler « participatif » à un processus pour régler de façon magique l'articulation entre intérêts divergents sur un territoire ou l'articulation de différents niveaux de gouvernance.

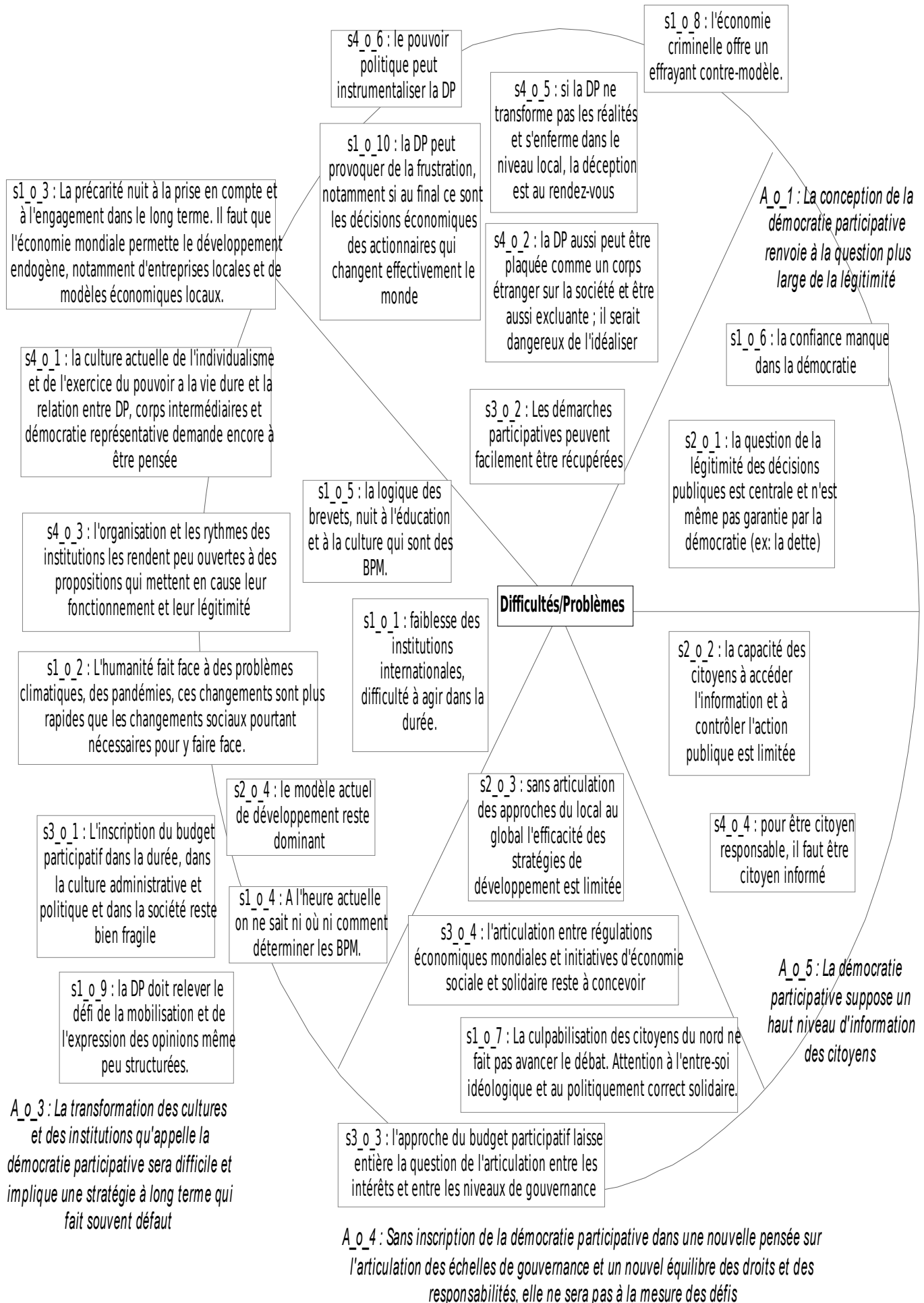
5. La démocratie participative suppose un haut niveau d'information des citoyens

Nos sociétés sont complexes. La gestion publique elle-même est complexe, comme le sont les défis scientifiques et techniques par exemple. La démocratie participative, comme l'illustre le cas des panels de citoyens, est tout sauf le café du commerce ou radio trottoir. Elle appelle de la part des citoyens un effort de compréhension et de la part des institutions et des experts un effort de transparence.

Les citoyens détiennent à la fois par leur vécu quotidien et par leur nombre des connaissances indispensables à l'intelligibilité du monde mais ils

ne peuvent se passer des connaissances des experts et des institutions. Cette co-construction de la connaissance est au coeur des dynamiques participatives. Mais elle est rare, de même que sont rares les sources d'information qui permettent véritablement aux citoyens de s'informer et de réfléchir. La surabondance de l'information, dont Internet est le symbole, rend plus indispensable encore les mécanismes de sélection et de structuration de l'information.

A_o_2 : Il est facile de dénaturer la démocratie participative et d'en faire un slogan sans contenu, créateur de futures désillusions sans prise réelle sur les défis du monde



Préconisations

Parce que les participants sont pleinement conscients de l'importance des enjeux de transformation de nos sociétés qui se cachent derrière la démocratie participative et de ce fait sont parfaitement lucides des limites des expériences actuelles, ils ont mis en avant, à travers une multitude de propositions détaillées, cinq axes de progrès.

1. Mutualiser les expériences à l'échelle internationale et s'appuyer sur Internet pour mener le débat et promouvoir les résultats

La **nécessité de mutualiser et capitaliser les expériences** fait l'unanimité. Cette nécessité s'impose pour commencer à l'échelle de la Région Rhône Alpes. Tous les forums qui se sont déroulées dans la journée de mardi procédaient des expériences retenues par la Région dans le cadre de son appel d'offre sur la démocratie participative. Leur diversité même interdit toute généralisation. Il est nécessaire d'entrer dans un processus dans lequel l'expérience acquise par chaque opération vient nourrir les opérations futures. Pour cela une évaluation croisée et une capitalisation collective sont nécessaires. Il serait logique que la Région soutienne cette évaluation et cette capitalisation pour asseoir ses politiques futures en matière de démocratie participative.

A l'échelle internationale, s'il n'est pas envisageable de promouvoir des recettes de démocratie participative, **il n'en est pas moins nécessaire de dégager d'une expérience maintenant très riche, car conduite dans différents contextes culturels et économiques et à différents niveaux, des principes généraux** susceptibles de guider l'action future. Ces principes doivent être largement diffusés.

Plusieurs ateliers ont souligné que les médias dominants avaient trop partie liée avec les pouvoirs économiques politiques actuels, étaient trop

conformistes aussi, peut être trop attachés à leur propre pouvoir, pour comprendre et plus encore promouvoir activement des innovations transformatrices. Mais le développement de la démocratie participative, ce n'est pas un hasard, est concomitant de la généralisation d'Internet, devenu un espace virtuel d'échange international très puissant, un vecteur de diffusion peu coûteux des expériences et qui, de surcroît, par son organisation en réseaux maillés a beaucoup à voir avec le mode de relation entre le local et le global qui s'explore aussi bien à travers la démocratie participative qu'à travers l'économie solidaire. D'où l'idée d'une stratégie générale d'utilisation de ces nouveaux médias pour partager l'expérience et promouvoir de nouvelles formes de démocratie.

2.Construire le changement culturel pour aller vers une société de citoyens, en privilégiant l'action en direction des jeunes

Dès lors que la démocratie participative contient en germe et suppose pour réussir un changement culturel, la question des conditions dans lesquelles peut se produire ce changement est évidemment cruciale. L'introduction des méthodes participatives y suffit-elle ? Ce serait, de l'aveu de beaucoup de participants, supposer le problème résolu : pour s'engager dans un tel processus, il faut déjà, d'une certaine manière, avoir une conscience de sa responsabilité, faire le lien entre sa situation individuelle et les défis globaux, être capable de s'engager dans une démarche de projet, jouir d'une autonomie de pensée qui permet de trier l'information et de se faire une opinion, être spontanément porté à dépasser son intérêt catégoriel pour construire l'intérêt collectif. Et c'est bien parce que face à une société individualiste et consummatrice les processus participatifs montrent leurs limites que beaucoup insistent sur l'enjeu de l'école et de la famille.

A cet égard, la construction par les jeunes du monde d'une conscience commune de leur responsabilité face à la planète est particulièrement prometteuse, en impliquant les institutions scolaires dans une transformation profonde des pédagogies et des attitudes transmises.

3.Promouvoir les pratiques d'évaluation conjointes de l'action publique et de la démocratie participative

S'impliquer dans un processus participatif prend du temps, beaucoup de temps. Introduire dans la vie démocratique et vouloir généraliser des méthodes nouvelles appelle nécessairement d'en évaluer la portée. Il ne devrait donc pas y avoir de démarche participative sans suivi de son impact d'un côté et sans évaluation commune de l'autre.

4.Mobiliser des soutiens institutionnels au service du développement de la démocratie participative

Ce n'est pas parce que les processus participatifs font largement appel au travail bénévole des participants qu'elle n'a pas de coût. Au contraire, elle suppose des processus relativement longs et coûteux, a fortiori dès que l'on dépasse le niveau local pour aller vers le niveau national ou même européen.

Ce coût est certes modeste rapporté à celui des politiques publiques et de ce fait l'investissement est très rentable s'il permet d'améliorer ces politiques. Mais, pour l'heure, les soutiens institutionnels et financiers font souvent défaut. Le montage d'une opération à l'échelle européenne, faute de commanditaire du côté des institutions, demande des efforts longs et laborieux. Il est à craindre que si les actes ne rejoignent pas la parole et si l'appel incantatoire à la participation ne se traduit pas par des soutiens institutionnels efficaces, la démocratie participative ne décollera pas de l'échelle locale.

5.Développer une nouvelle pensée sur la gouvernance, incluant l'économie, allant du local au mondial, créant de nouveaux liens entre autonomie locale et régulation internationale, entre droits et co-production des biens communs, entre traditions et modernité

Cette proposition, nourrie par tous les ateliers, ferme si l'on peut dire, le cercle. Si les intuitions sont là, si la volonté d'inscrire les approches participatives dans une réflexion globale sur la société incluant l'économie et le politique, si l'idée d'une économie plurielle taraude beaucoup de militants, si la double exigence d'une décentralisation et du renforcement de la gouvernance mondiale est partagée par tous, si la réflexion sur les liens publics mondiaux débouche sur le principe de subsidiarité active, si la démocratie elle-même fait l'objet d'une nouvelle définition et de nouveaux principes, personne ne sous-estime l'ampleur du travail collectif à conduire encore pour bâtir une alternative crédible aux modèles encore dominants .

A_p_2 : Construire le changement culturel pour aller vers une société de citoyens, en privilégiant l'action en direction des jeunes

s1_p_7 : Il faut favoriser une pédagogie de l'action pour pallier à la difficulté de prise de parole. Et de manière générale une démarche de projet.

s4_p_1 : Développer l'apprentissage de la responsabilité, de l'autonomie et du pluralisme de la famille au monde en privilégiant les jeunes

s1_p_6 : Il faut sensibiliser les populations aux enjeux de la DP, l'ancrer dans les traditions locales, développer des outils adaptés et leur permettre de contrôler l'action des pouvoirs publics. Sensibiliser aux droits et devoirs.

s3_p_3 : les approches participatives impliquent un changement culturel et la transmission des apprentissages

s4_p_3 : dégager progressivement de l'expérience des principes généraux autour de la coproduction des biens communs

s4_p_7 : s'appuyer sur les nouveaux médias pour promouvoir la DP

s3_p_1 : Mutualiser et évaluer les expériences ; en dégager progressivement les principes généraux

s4_p_2 : confronter les expériences développées à différents niveaux et dans différents pays

s2_p_4 : il y a des innovations à différents niveaux qu'il faut évaluer, capitaliser, diffuser

A_p_1 : Mutualiser les expériences à l'échelle internationale et s'appuyer sur internet pour mener le débat et promouvoir les résultats

Préconisations

s1_p_5 : promouvoir l'évaluation des acteurs publics ou des entreprises et construire une nouvelle régulation économique et sociale associant entreprises, syndicats, consommateurs...

s4_p_4 : éviter la présentation romantique de la DP, promouvoir l'évaluation, veiller au suivi des décisions

s3_p_2 : « désenclaver » les approches participatives à la fois au plan thématique (économique/politique) et en termes d'échelle d'action (local/global)

s2_p_3 : promouvoir une économie plurielle fondée sur le développement humain et la participation citoyenne

s4_p_6 : promouvoir une vision nouvelle de la démocratie et des relations entre le local et le global où la DP trouve sa place

A_p_3 : Promouvoir les pratiques d'évaluation conjointe de l'action publique et de la démocratie participative

s4_p_5 : la promotion de la DP appelle différentes formes de soutien institutionnel et soutien dans les médias

s1_p_3 : modifier les relations de coopération, en favorisant le renforcement, l'autonomie et l'émancipation des acteurs locaux

s2_p_2 : organiser « la décentralisation de la mondialisation »

s1_p_1 : modifier la gouvernance et de la politique des OI, remplacer leur financement par la taxation des flux financiers et favoriser leurs relations avec l'OMC ; rapprocher G25 et G8

s1_p_2 : construire un cadre mondial de définition et de gestion décentralisée des BPM ; appliquer le principe de subsidiarité active aux BPM

A_p_4 : Mobiliser des soutiens institutionnels au service du développement de la démocratie participative

s2_p_1 : promouvoir une fiscalité et un droit internationaux s'appliquant à la dette, à l'énergie, aux entreprises transnationales

s1_p_4 : L'éducation peut aider la santé, à la prise de distance par rapport à la tradition,

A_p_5 : Développer une nouvelle pensée sur la gouvernance, incluant l'économie, allant du local au mondial, créant de nouveaux liens entre autonomie locale et régulations internationales, entre droits et coproduction de biens communs, entre tradition et modernité